



L'attaque israélienne contre la Syrie aggrave le risque d'une guerre au Moyen-Orient plus large

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 14 février 2018

wsws.org 12 février 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Les victimes des frappes aériennes israéliennes sur des sites militaires en Syrie, menées samedi, auraient comptées parmi elles des membres du personnel iranien travaillant de concert avec le gouvernement du président syrien Bachar al-Assad. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a précisé que son gouvernement avait délibérément pris pour cible le personnel iranien dans les attaques.

Il a justifié les frappes aériennes par la destruction d'un véhicule aérien sans pilote iranien qui aurait envahi l'espace aérien israélien depuis la Syrie.

En réponse aux frappes israéliennes, l'armée syrienne a abattu un avion israélien F-16 après avoir tiré plus de 20 missiles antiaériens. Les pilotes se sont éjectés.

Israël a attaqué 12 des principaux sites de défense aérienne du pays, que les Forces de défense d'Israël (FDI) ont qualifiées de « cibles iraniennes ». La FDI a dit avoir infligé d'énormes dégâts lors de la « plus grande attaque » contre la Syrie depuis la guerre du Liban en 1982 et la première à avoir coûté à des vies iraniennes.

Des sources des FDI ont indiqué que l'armée iranienne utilisait depuis quelque temps la base aérienne Tiyas (T4) près de Palmyre « dans le but de transférer des armes destinées à être utilisées contre Israël ».

Indiquant que ce ne sera pas la dernière attaque de ce type, le *Jerusalem Post* a rapporté dimanche que le FDI « se préparait à la guerre dans le Nord ». Il a rapporté que des témoins « avaient repéré un convoi de batteries de défense antimissile se diriger vers le nord près de la ville israélo-arabe de Baqa el-Garbiyeh. D'autres témoins ont posté des photos de plusieurs camions transportant les batteries sur les routes centrales du nord d'Israël ».

L'Iran a nié toutes les allégations formulées par Israël. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bahram Qasemi, a déclaré : « Les informations selon lesquels un drone iranien survolant Israël a été abattu et sur la participation de l'Iran à l'attaque contre un avion israélien sont si ridicules. »

Les actions d'Israël ont reçu un soutien total de la part du gouvernement Trump et n'ont pu avoir eu lieu qu'après des discussions avec Washington. Le porte-parole du Pentagone, Adrian Rankine-Galloway, a déclaré samedi que le département américain de la défense « n'a pas participé à cette opération militaire », ajoutant : « Nous partageons les inquiétudes de nombreux pays de la région selon lesquelles les activités iraniennes déstabilisatrices

menacent la paix et la sécurité internationales, et nous recherchons une plus grande détermination internationale pour contrer les activités malveillantes de l'Iran. »

Heather Nauert, porte-parole du département d'État américain, a dénoncé « l'escalade calculée de la menace iranienne et son ambition de projeter sa puissance et sa domination, [qui] mettent tous les peuples de la région, du Yémen au Liban, en danger ».

Dimanche, la Maison Blanche a déclaré son soutien à « notre fidèle allié, Israël » et son droit « de se défendre contre les forces syriennes et les milices soutenues par l'Iran dans le sud de la Syrie ».

Les actions d'Israël sont toujours calculées en fonction de son alliance politique et militaire avec les États-Unis. Michael Oren, ancien ambassadeur à Washington et maintenant vice-ministre de la diplomatie publique de Netanyahu, a écrit pour CNN sur le thème « Comment restaurer la crédibilité des États-Unis au Moyen-Orient ». Cette tâche, a-t-il déclaré, cherche à convaincre « les diplomates arabes, ministres, journalistes et hommes d'affaires d'Égypte, de Jordanie et des États du Golfe » qu'ils avaient tort de croire « que l'Amérique serait secrètement alliée à l'Iran ».

Cela signifiait répudier l'accord nucléaire iranien et d'autres initiatives liées à la présidence de Barack Obama qui ont « créé un déficit de crédibilité » pour les États-Unis et renforcé « les acteurs déstabilisateurs, en premier lieu l'Iran », mais aussi la Russie qui « est de retour en tant que puissance régionale ».

En s'étendant sur ce thème, le ministre de l'éducation, Naftali Bennett, du parti Foyer juif, membre du cabinet de sécurité de Netanyahu, a déclaré dimanche qu'Israël « n'avait utilisé que le petit bout de nos capacités ». Israël combattrait « une pieuvre iranienne envoyant ses tentacules nous serrer au Liban, en Syrie, à Gaza », a-t-il ajouté. La clé pour s'y opposer serait de créer une coalition internationale contre Téhéran.

Le secrétaire d'État américain Rex Tillerson et le conseiller à la sécurité nationale HR McMaster se rendent cette semaine en Égypte, au Koweït, en Jordanie, en Turquie et au Liban pour discuter de la stratégie de Trump au Moyen-Orient. Les États-Unis ont passé des mois à consolider une alliance anti-iranienne avec les États du Golfe et l'Égypte et veulent empêcher une dérive de la Turquie vers une alliance avec l'Iran et la Russie.

La visite de Tillerson au Liban est importante, étant donné qu'il y a de bonnes raisons de croire que la prochaine action contre l'Iran pourrait être montée contre le Hezbollah. La justification habituelle d'Israël pour une action en Syrie, dont les 100 attaques contre des convois d'armes présumés depuis 2012, est de ressortir les craintes que l'Iran cherche à créer un couloir terrestre menant aux forces du Hezbollah au Liban.

Vendredi, les États-Unis ont imposé des sanctions supplémentaires aux entreprises et hommes d'affaires accusés de liens avec le Hezbollah, dont cinq Libanais et un irakien.

L'anti-iranienne véhémente Baria Alamuddin a écrit dans *Arab News* qu'Israël cherche à bloquer les récents accords syriens sur le statut des forces « qui permettent aux forces par procuration iraniennes de se baser à seulement 5 km des hauteurs du Golan occupés » et « l'accord récent du Liban avec un consortium italo-russe pour l'exploration pétrolière offshore dans les zones revendiquées par Israël ».

Il y a des indications que la Russie a décidé de laisser l'attaque israélienne se dérouler

contre les forces iraniennes en Syrie pour refréner les ambitions régionales de Téhéran. C'est la conclusion de Gabriel Ben-Dor, spécialiste du Moyen-Orient à l'université de Haïfa, qui a déclaré au *Jerusalem Post* : « Les Russes ont trouvé l'Iran utile en tant qu'allié dans les combats, mais ne veulent pas les voir comme une puissance contrôlant la Syrie. »

Lorsqu'on lui a demandé si la Russie prendrait position contre Israël, Naftali Bennett a déclaré qu'il n'entrerait pas dans les détails, mais a ajouté : « Je dirai simplement pour faire court que sur le plan militaire et diplomatique, nous avons toute la liberté d'agir. »

Le ministère russe des Affaires étrangères a exprimé sa préoccupation face à l'escalade du conflit entre la Syrie et Israël, tout comme Poutine lors d'une conversation téléphonique avec Netanyahu. Mais dix jours plus tôt, les deux hommes se sont rencontrés en face à face pour discuter de l'infiltration de l'Iran en Syrie, selon les témoignages israéliens. Israël informe régulièrement Moscou à l'avance de la plupart des frappes menées près des forces russes, a noté le journal économique israélien, *Globes*.

« Nous avons convenu que la coordination entre nos armées se poursuivrait », a déclaré Netanyahu à la suite de sa conversation avec M. Poutine.

Quelles que soient les manœuvres entre Moscou et Tel-Aviv, l'escalade du conflit entre Israël et Damas est une nouvelle étape dangereuse dans la guerre syrienne qui menace un embrassement plus large au Moyen-Orient.

Comme l'écrivait Amos Harel dans *Haaretz*, « Israël et l'Iran sont maintenant, pour la première fois, engagés dans une confrontation frontale sur le territoire syrien [...] Même si le cycle actuel se termine rapidement, à plus long terme, la situation stratégique a changé ».

Quelques jours plus tôt, jeudi, plus de 100 combattants du gouvernement syrien avaient été tués lors d'une attaque massive menée par les forces américaines dans la province orientale de Deir Ezzor. Les victimes comprenaient des conseillers militaires russes, selon de nombreux reportages.

En attendant, il n'y a aucun signe de résolution du conflit entre la Turquie et les États-Unis quant à l'invasion de l'enclave kurde d'Afrin par Ankara et son offensive contre les forces kurdes alliées à Washington, qui menace d'opposer deux pays membres de l'OTAN.

Répondant à l'attaque contre un hélicoptère militaire turc abattu samedi, le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré que les forces kurdes « en paieraient le prix ». La veille, l'armée turque a annoncé la construction d'un cinquième poste militaire près de la région nord-ouest d'Idlib en Syrie en vertu d'un accord conclu avec Moscou pour réduire les combats entre les forces gouvernementales pro-syriennes et les insurgés islamistes.

Les États-Unis sont déterminés coûte que coûte à empêcher tout renforcement ultérieur de la position de la Russie.

Samedi, le haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad al-Husseini, a avancé un fondement possible pour une action militaire accrue contre la Russie et son allié syrien. Déclarant que 230 civils ont été tués la semaine dernière par une offensive du gouvernement soutenue par des frappes aériennes russes, il a averti que ces actions pourraient constituer des crimes de guerre. Al-Husseini a prétendu avoir une séquence vidéo prouvant que des « produits toxiques » ont pu être disséminés à la suite

d'au moins une attaque contre la ville de Saraqeb.

Chris Marsden

Article paru en anglais, WSWS, le 12 février 2018

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Chris Marsden, wsws.org, 2018

Articles Par : Chris Marsden

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca